

France : Au cœur d'un bras de fer social et politique

Depuis deux mois, la France est secouée par des manifestations historiques et des débats parlementaires mouvementés. L'objet de cette colère ? Une réforme des retraites inutile et brutale à laquelle s'accroche le gouvernement pour des raisons politiques. L'articulation spécifique des forces politiques et sociales dans la lutte contre la réforme se fait doit d'être analysée pour comprendre les enjeux d'un moment politique crucial en France et au-delà.

Par William Bouchardon

La réforme des retraites devait être la mesure marquante d'Emmanuel Macron pour son second mandat. Après l'échec de sa première tentative en 2020, suite à deux mois de grèves et d'obstruction des débats à l'Assemblée nationale, puis l'arrivée du Covid, le Président français était déterminé à mener cette réforme jusqu'au bout. Ardemment demandée par la Commission européenne, cette réforme revêt une importance politique majeure pour Macron, désireux de réaffirmer son image de réformateur néolibéral auprès du « bloc bourgeois » qui l'a réélu l'an dernier. Réélu par défaut face à Marine Le Pen et privé de majorité absolue à l'Assemblée nationale depuis juin, Emmanuel Macron dispose d'un capital politique limité. Par ailleurs, ne pouvant se représenter, le chef de l'Etat sait que les appétits pour sa succession vont s'accroître à mesure que la prochaine présidentielle approche. Politiquement, Macron voit une certaine urgence à avancer sur cette réforme avant qu'il ne soit trop avancé dans un quinquennat aux fondations fragiles.

Comment Macron s'est mis la France à dos

Dans ce contexte, le sujet des retraites apparaissait comme le meilleur marqueur politique pour deux raisons. D'abord, l'enjeu est emblématique : la retraite est au cœur du « modèle social » auquel les Français tiennent tant et toutes les réformes précédentes ont été l'objet de contestations majeures. Macron voulait son « moment Thatcher » : en gagnant ce bras de fer contre les syndicats et la gauche, il entrerait dans l'histoire et espérait instaurer une résignation et un nihilisme durables chez ses opposants. D'autre part, la seule possibilité pour le chef de l'Etat d'accroître son bloc électoral et d'avoir une majorité, sous forme d'alliance, à l'Assemblée nationale est d'achever l'absorption des Républicains (LR). Or, la droite demande depuis longtemps cette réforme. En reprenant leur proposition, Macron leur tend un piège : soit LR vote la réforme et devra assumer que le locataire de l'Elysée applique leur programme et ainsi former une coalition ; soit ils perdent toute crédibilité.

Initialement, ce calcul politique semblait habile. Seulement voilà, aucun argument en faveur de la réforme ne tient la route. Sur le plan financier, le système de retraites n'est pas en danger, comme l'a rappelé à plusieurs reprises le Conseil d'Orientation des Retraites. En outre, les surcoûts en termes de chômage et d'arrêts maladies des seniors causés par la réforme, ainsi que les diverses mesures concédées durant les débats au Parlement laissent penser que la réforme pourrait même ne rien rapporter. Par ailleurs, les autres propositions pour accroître les recettes du système (augmenter les salaires, revenir sur les exonérations de cotisation, l'égalité de salaire homme-femme...) n'ont jamais été discutées.



Les mensonges du gouvernement, notamment sur la retraite minimum à 1200€ ou la soi-disant « concertation » avec les syndicats, ont ensuite fini de tuer la légitimité de ce projet.

Quelle stratégie du mouvement syndical dans la bataille des retraites ?

Reflétant le niveau de contestation de la réforme, tous les syndicats se sont réunis pour s'y opposer. Une union sacrée qui ne s'était pas observée depuis la réforme des retraites de 2010. Si l'opposition de la CGT ou de Solidaires, syndicats habitués au rapport de force, n'a surpris personne, celle de la CFDT (syndicat réformiste) ou de la CFE-CGC (syndicat de cadres) a pu étonner. Certes, chaque syndicat garde son autonomie au-delà de la question des retraites et dans la gestion des affaires courantes. . Mais le fait que des syndicats modérés coopèrent avec d'autres, plus radicaux, dans le cadre de l'intersyndicale s'explique par le refus total de négociation du gouvernement avec les représentants du monde du travail. Alors que la CFDT avait été conciliante avec Macron lors de son arrivée au pouvoir, cette stratégie a systématiquement échoué, les lois brutales à l'encontre du monde du travail s'étant multipliées : ordonnances travail, réforme de l'assurance chômage... Face à la pression de sa base, Laurent Berger, le leader de la confédération s'est mis d'accord pour former cette alliance avec Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT.

La rue plus que la grève

Portée par ce front syndical uni, la mobilisation a vite été massive. Dans un premier temps, les syndicats ont organisé une manifestation par semaine, appelant les salariés à faire grève pour rejoindre les cortèges. Dans la rue, le succès est indéniable : la plupart des journées ont vu plus d'un million de travailleurs descendre dans la rue et le chiffre est même monté jusqu'à 3,5 millions de personnes le 7 mars selon la CGT, un record depuis plusieurs décennies. La mobilisation a aussi été très suivie dans des petites villes habituellement calmes. En revanche, le choix de grèves ponctuelles, pour éviter d'importantes pertes de salaires, n'a pas eu d'effet majeur sur l'économie. A partir du 7 mars, la donne a légèrement changé, certains secteurs d'activités et syndicats entrant en grève reconductible. Si l'intersyndicale reste unie, cette évolution traduit la volonté d'une part des syndiqués de durcir la contestation pour ne pas rééditer le scénario de 2010, lorsque des manifestations massives et peu de grèves avaient conduit à un échec sur une précédente réforme des retraites.

Comme cela était prévisible, la grève reconductible est surtout une « grève par procuration » : la plupart des Français comptent sur l'action de quelques secteurs professionnels très mobilisés pour obtenir la victoire. Si certaines grèves ont eu des effets immédiats, comme à la SNCF, d'autres ont pris du temps pour avoir des résultats visibles. On pense par exemple à celle des éboueurs qui a créé des montagnes d'ordures à Paris, ou des dockers et des raffineurs. Les électriciens et gaziers, dont le régime spécial est menacé par la réforme, ont eux trafiqué des compteurs pour rétablir le courant et le gaz à des personnes qui en étaient privées et passer en tarifs gratuits ou réduits des services publics, des associations ou des petites entreprises. Dans un contexte de crise énergétique, ces modes d'action, bien qu'illégaux, ont attiré une forte sympathie. En parallèle, l'électricité a été coupée chez des élus favorables à la réforme. D'autres formes de mobilisation, empruntées aux agriculteurs ou aux Gilets jaunes, ont aussi été pratiquées, comme le blocage des périphériques, des opérations péage gratuit ou l'intrusion dans les locaux de multinationales. Si ces actions n'ont, pour l'heure, pas suffi à mettre le pays à l'arrêt et à faire reculer le gouvernement, elles ont néanmoins pesé sur les débats parlementaires.



Les mensonges du gouvernement, notamment sur la retraite minimum à 1200€ ou la soi-disant « concertation » avec les syndicats, ont ensuite fini de tuer la légitimité de ce projet.

Quelle stratégie du mouvement syndical dans la bataille des retraites ?

Reflétant le niveau de contestation de la réforme, tous les syndicats se sont réunis pour s'y opposer. Une union sacrée qui ne s'était pas observée depuis la réforme des retraites de 2010. Si l'opposition de la CGT ou de Solidaires, syndicats habitués au rapport de force, n'a surpris personne, celle de la CFDT (syndicat réformiste) ou de la CFE-CGC (syndicat de cadres) a pu étonner. Certes, chaque syndicat garde son autonomie au-delà de la question des retraites et dans la gestion des affaires courantes. . Mais le fait que des syndicats modérés coopèrent avec d'autres, plus radicaux, dans le cadre de l'intersyndicale s'explique par le refus total de négociation du gouvernement avec les représentants du monde du travail. Alors que la CFDT avait été conciliante avec Macron lors de son arrivée au pouvoir, cette stratégie a systématiquement échoué, les lois brutales à l'encontre du monde du travail s'étant multipliées : ordonnances travail, réforme de l'assurance chômage... Face à la pression de sa base, Laurent Berger, le leader de la confédération s'est mis d'accord pour former cette alliance avec Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT.

La rue plus que la grève

Portée par ce front syndical uni, la mobilisation a vite été massive. Dans un premier temps, les syndicats ont organisé une manifestation par semaine, appelant les salariés à faire grève pour rejoindre les cortèges. Dans la rue, le succès est indéniable : la plupart des journées ont vu plus d'un million de travailleurs descendre dans la rue et le chiffre est même monté jusqu'à 3,5 millions de personnes le 7 mars selon la CGT, un record depuis plusieurs décennies. La mobilisation a aussi été très suivie dans des petites villes habituellement calmes. En revanche, le choix de grèves ponctuelles, pour éviter d'importantes pertes de salaires, n'a pas eu d'effet majeur sur l'économie. A partir du 7 mars, la donne a légèrement changé, certains secteurs d'activités et syndicats entrant en grève reconductible. Si l'intersyndicale reste unie, cette évolution traduit la volonté d'une part des syndiqués de durcir la contestation pour ne pas rééditer le scénario de 2010, lorsque des manifestations massives et peu de grèves avaient conduit à un échec sur une précédente réforme des retraites.

Comme cela était prévisible, la grève reconductible est surtout une « grève par procuration » : la plupart des Français comptent sur l'action de quelques secteurs professionnels très mobilisés pour obtenir la victoire. Si certaines grèves ont eu des effets immédiats, comme à la SNCF, d'autres ont pris du temps pour avoir des résultats visibles. On pense par exemple à celle des éboueurs qui a créé des montagnes d'ordures à Paris, ou des dockers et des raffineurs. Les électriciens et gaziers, dont le régime spécial est menacé par la réforme, ont eux trafiqué des compteurs pour rétablir le courant et le gaz à des personnes qui en étaient privées et passer en tarifs gratuits ou réduits des services publics, des associations ou des petites entreprises. Dans un contexte de crise énergétique, ces modes d'action, bien qu'illégaux, ont attiré une forte sympathie. En parallèle, l'électricité a été coupée chez des élus favorables à la réforme. D'autres formes de mobilisation, empruntées aux agriculteurs ou aux Gilets jaunes, ont aussi été pratiquées, comme le blocage des périphériques, des opérations péage gratuit ou l'intrusion dans les locaux de multinationales. Si ces actions n'ont, pour l'heure, pas suffi à mettre le pays à l'arrêt et à faire reculer le gouvernement, elles ont néanmoins pesé sur les débats parlementaires.



Un Parlement ingouvernable

Initialement, la loi devait être votée sans trop de difficultés. L'addition des voix du camp présidentiel et de la majorité des députés LR devaient permettre de faire adopter le texte à l'Assemblée nationale. En outre, le gouvernement a choisi un véhicule législatif particulier, le PLFSSR, qui sert normalement à réajuster les comptes de la Sécurité sociale en cours d'année, comme durant la crise COVID par exemple. Ce choix permet surtout de limiter la durée des débats, afin d'éviter l'obstruction parlementaire. Mais cela a fini par se retourner contre Macron : les 13.000 amendements de la France Insoumise (LFI) et les 5000 déposés par ses alliés NUPES (EELV, PS et PCF) ont considérablement retardé les débats. Si beaucoup ont finalement été retirés, le texte n'a pas pu aller jusqu'au bout et son fameux article 7, repoussant l'âge légal de départ, n'a pas été voté. Au Sénat, la gauche a usé d'une tactique similaire, mais l'usage abusif d'articles du règlement a permis de forcer le vote au dernier moment et la majorité LR a soutenu la loi.

Les débats se sont déroulés dans une grande tension, à coût de huées, d'invectives et d'interruptions de séance. De nombreux médias mainstream, reprenant les arguments du gouvernement, ont accusé la France Insoumise, en particulier de « bordéliser » l'Assemblée nationale. Certes, en cherchant à refléter et incarner la colère de la rue, les députés insoumis ont été particulièrement virulents, notamment à l'encontre du Ministre du travail Olivier Dussopt. Mais cette atmosphère survoltée n'a rien de nouveau, comme le rappelle l'ancien Président de la chambre basse Jean-Louis Debré. De même, les quelques 20.000 amendements restent peu nombreux face aux 140.000 déposés en 2006 sur la privatisation de GDF. Bien que les nerfs aient parfois craqué et que les syndicats n'aient guère apprécié l'ambiance des débats, la stratégie menée par la France Insoumise a atteint son objectif : éviter le vote de la réforme par les députés. En outre, la majorité des Français considère que le gouvernement est le premier responsable de cette situation, en raison d'un temps insuffisant pour le débat.

Contrairement à la confrontation frontale de LFI et d'une partie de la NUPES, le Rassemblement National est resté extrêmement silencieux durant cette séquence. Certes, le parti de Marine Le Pen est opposé à la réforme. Mais son programme sur la question a changé plusieurs fois et le RN ne rate pas une occasion d'attaquer le modèle social français. L'extrême-droite a ainsi voté contre l'augmentation du SMIC et veut supprimer des cotisations patronales, ce qui fragiliserait la Sécurité sociale. In fine, il est facile d'imaginer que Marine Le Pen espère l'adoption de la réforme et que la colère des Français lui profitera à la prochaine élection. Sa stratégie consiste à accuser les syndicats d'avoir soutenu Macron face à elle au second tour de la présidentielle et à se présenter comme une opposition responsable et calme. Une nouvelle fois, le RN et le camp présidentiel démontrent qu'ils ont profondément besoin l'un de l'autre : en se renforçant mutuellement, ils espèrent éviter d'aborder les sujets sociaux et environnementaux et comptent sur le rejet du camp opposé pour gagner une élection.

Le 49.3 met le feu aux poudres

Face à l'ampleur de la mobilisation semaine après semaine, certains députés LR ont finalement renoncé à soutenir la réforme. Certes, cette conversion est opportuniste, puisque leur candidate à la présidentielle, Valérie Pécresse, défendait la retraite à 65 ans.



Mais le fait que cette dernière ait obtenu un score très faible (moins de 5%) et que les députés de droite élus en juin l'aient été principalement grâce à leur ancrage local - notamment dans des circonscriptions rurales où l'opposition à la réforme est forte - a érodé la discipline de vote. Alors que le scrutin sur le texte final s'annonçait très incertain, Macron a donc décidé, le 16 mars, d'utiliser l'article 49.3 de la Constitution, qui permet d'adopter un texte sans vote, en mettant en jeu la survie du gouvernement. Une décision qui a rajouté une crise démocratique à la crise sociale.

En réaction à ce coup de force, les opposants à Macron ont déposé une motion de censure, un outil de réaction au 49.3 qui permet de faire tomber le gouvernement et la réforme si plus de 50% des députés la votent. Pour la première fois depuis les élections législatives, cette motion était transpartisane, témoignant d'un élargissement du front des opposants. Si Elisabeth Borne et ses ministres ont finalement survécu à 9 voix près, les centristes du groupe LIOT et un tiers du groupe LR (19 députés sur 61) ont voté la censure. Au-delà du rejet de la réforme, c'est aussi le mépris total du travail parlementaire qui a été sanctionné. Pour poursuivre le combat, les députés et sénateurs de gauche mobilisent désormais les derniers outils institutionnels qui leur restent : un recours au Conseil constitutionnel d'une part, se basant sur le fait que les débats n'ont pas été « clairs et sincères » ; et une demande de référendum d'initiative partagée. Ces deux moyens d'action dépendent cependant du bon vouloir du Conseil Constitutionnel, qui tranche généralement en faveur du pouvoir en place. En attendant l'issue de ces démarches, l'atmosphère explosive au sein du Parlement semble bloquer l'examen des prochaines lois. Le gouvernement a ainsi renoncé temporairement à l'étude d'une loi sur l'immigration et le Parti Communiste réfléchit à ne plus siéger à l'Assemblée tant que la réforme ne sera pas retirée.

Vers une radicalisation ?

Du côté de la rue, le fait que le vote de la motion de censure ait été aussi serré a encore galvanisé les manifestants, qui y ont vu un signal que la victoire était désormais à portée de main. Alors que le gouvernement espérait une résignation des Français, 3,5 millions d'entre eux sont à nouveau descendus dans la rue le 23 mars selon les syndicats (1,1 million selon la police). En parallèle, les manifestations spontanées se multiplient, en particulier à Paris, où elles ont lieu chaque soir. Si certains protestataires brûlent des poubelles ou dégradent des banques et des permanences de députés, l'écrasante majorité reste pacifique. Le pouvoir répond par la répression, à coup de gaz lacrymogènes, d'interpellations sans fondement ou de grenades de désencerclement. Les BRAV-M, des unités à moto particulièrement violentes, ont été massivement déployées pour instaurer la terreur. Le niveau de violence augmente, surtout de la part de la police, comme l'ont souligné des organisations françaises et internationales telles que Amnesty International, le Conseil de l'Europe et la Défenseure des droits. Si Macron espère que ces violences finiront par délégitimer le mouvement social, 70% des Français estiment que le gouvernement en est « largement responsable » et 61% qu'elles sont le « seul moyen de se faire entendre ».

Enfin, les grèves s'amplifient depuis une semaine, malgré la répression, les réquisitions de travailleurs, le recours à des « briseurs de grèves » et les tentatives illégales de licenciement des grévistes. Les espoirs de retrait reposent notamment sur les grèves dans les raffineries, dont les effets commencent à se faire sentir : lundi 27 mars, plus de 16% des stations services du pays étaient en rupture au moins partielle.

Signe de l'exaspération d'une très large majorité de Français, même des institutions très conservatrices comme la Cour des Comptes ou l'université Panthéon-Assas connaissent des blocages et des grèves.



large majorité de Français, même des institutions très conservatrices comme la Cour des Comptes ou l'université Panthéon-Assas connaissent des blocages et des grèves. Malgré la détermination du Président de la République, une victoire du mouvement social paraît donc atteignable. Sous quelle forme ? Un simple remaniement du gouvernement ne suffira pas à rétablir le calme, tandis qu'une dissolution de l'Assemblée aboutirait à la perte de sièges pour le camp macroniste. Quant à un référendum, son résultat ne fait aucun doute. Le retrait de la réforme est donc la meilleure option pour Macron. Quel que soit le dénouement de ce bras de fer social, nul doute qu'il fera date dans l'histoire française.

William Bouchardon est directeur de la rubrique économie du média d'opinion indépendant LVSL. Il est également diplômé en science politique à l'IEP de Grenoble.

